



Paris, le 11 mai 2023

**L'agriculture française ne doit pas être la grande sacrifiée
de la lutte contre l'inflation !**

Sous couvert d'inflation, tout en préservant voire en confortant leurs marges, certains distributeurs relancent la guerre des prix les plus bas.

Soyons clairs : cette manœuvre n'est bénéfique ni pour le consommateur, ni pour l'économie française, ni, bien entendu, pour l'agriculture française qui ne doit plus être la grande sacrifiée dans la lutte contre l'inflation.

La FNSEA exige de la puissance publique qu'elle fasse respecter les lois EGAlim qui permettent aux agriculteurs d'être rémunérés au niveau de leurs coûts de production.

Or, aujourd'hui encore, ces coûts ne baissent pas ! Pour certaines productions, leur couverture n'est même pas atteinte. Pire, plusieurs prix d'achat à la production sont soumis à des tensions depuis quelques semaines, notamment dans les productions d'élevage.

Les principes de la construction du prix en marche avant posés par les lois EGALIM doivent continuer à être une priorité politique si l'on veut éviter la disparition pure et simple de certaines filières, la décapitalisation du cheptel bovin en est un signal alarmant.

Car l'expérience démontre que ce ne sont pas les distributeurs qui prendront en charge les baisses de prix qu'ils brandissent en étendard du pouvoir d'achat : c'est inexorablement le producteur qui est sacrifié.

Pour la FNSEA, tout relâchement par rapport à l'esprit de la loi est une porte ouverte à des importations inacceptables. Inacceptables car ne reposant que sur un effet d'aubaine provisoire visant à attirer trompeusement les consommateurs. Inacceptables quant à leur qualité et leurs conditions de production. Sans compter qu'à terme, ce seront les consommateurs qui seront pénalisés car nous n'aurons plus les capacités de maîtriser ni notre approvisionnement, ni le coût de notre alimentation.

Au moment même où la France a posé pour ambition la reconquête de sa souveraineté alimentaire, à la veille d'un Pacte et Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, les pouvoirs publics ne peuvent pas encourager les distributeurs à creuser la dérive vers des importations destructrices du tissu agricole français !

Contact presse :

FNSEA : Christine Claudon : 07 60 47 44 52